

Note de Synthèse – Séminaire en Ligne du GFF

Mise en œuvre du Modèle la Facilité de Financement Mondiale

13 février, 2020

Le webinaire était concentré sur la mise en œuvre du dossier d'investissement (DI) ; comment rallier toutes les parties prenantes des pays autour du maintien du dynamisme créé durant le processus de l'élaboration des dossiers d'investissement. Cette réunion était animée par Petra Vergeer – Chef des connaissances et de l'apprentissage et du système de financement fondé sur les résultats – et a inclus une présentation par Luc Laviolette – Spécialiste principal de la santé. Les membres des plateformes pays du Myanmar, de la République centrafricaine, de l'Indonésie, du Malawi, de la Guinée, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de l'Afghanistan, du Sierra Leone, de l'Ouganda, de l'Haïti, du Rwanda, du Cameroun et du Madagascar. Haïti s'est excusé pour son absence.

Résumé de la présentation

- La discussion a mis l'accent sur le fait que le dossier d'investissement ne figure pas sur la liste des exigences qui permet à obtenir une subvention GFF mais sert plutôt comme un cadre de référence dans l'engagement GFF : un modèle qui vise à rallier les parties prenantes des pays autour d'un investissement dans un ensemble de de priorités commune sous la direction du gouvernement.
- Le webinaire a aussi discuté les difficultés liées à la transition de l'élaboration d'un dossier d'investissement à sa mise en œuvre.
- L'accent a été mis sur la forte coordination assuré par le Ministère de la Santé ou l'organisme gouvernemental qui dirige le partenariat GFF, y compris les autres ministères sectoriels, les financeurs et la société civile.
- En termes de formes et de configurations, le webinaire a souligné que la plateforme n'est pas un comité unique, un phénomène courant durant l'élaboration de DI, mais plutôt de multiples structures de coordination qui se concentraient sur plusieurs domaines des activités d'investissement, tout en étant sous la direction d'un organisme central
 - o Il a souligné l'importance de l'utilisation continue des données afin de mesurer le progrès ainsi que le plaidoyer qui joue un rôle critique dans le harnachement de l'économie politique.
 - o Les exemples pays du Nigeria sur l'utilisation des données pendant la mise en œuvre et les plans de mise en œuvre du Liberia ont été partagés.

Questions importantes

Coordination des données et des indicateurs & Cartes de pointage

- L'expérience du Nigeria a démontré que les cartes de pointage sont un important moyen de suivre le progrès, mais elles doivent être intégrées dans le processus de planification ainsi que dans les systèmes de gestion d'informations de routine tels que le DHIS2, au niveau de la prestation des services.
 - o Les indicateurs dans les cartes de pointages doivent être dérivées des priorités dans le dossier d'investissement.
 - o Au niveau communautaire, l'objectif est d'utiliser les agents de santé communautaires bénévoles et d'explorer l'utilisation des méthodes de collecte des données par appareils mobiles. Cependant, ceci n'a pas encore été mis en place.

- Il faut un changement stratégique dans tout le système afin d'apprécier, que les données soient plus utiles au point où elles sont produites. Au niveau national et sous-nationales, les discussions sont principalement autour de l'élaboration des politiques et du plaidoyer.
- Les leçons tirées des autres pays autour des cartes de pointage et de l'utilisation des données :
 - La Tanzanie utilise désormais les cartes de pointage, dans le cadre du processus de planification au niveau des structures sanitaires, le programme FBR a été utilisé comme mécanisme visant à renforcer cette pratique.
 - La RCA a partagé qu'ils travaillent sur un système d'indicateurs unifié qui fera partie des cartes de pointage & a créé une équipe à partenariat multiple qui valide les informations mensuellement avant leur affichage
 - Afghanistan : la coordination est très critique sinon il devient très coûteux de gérer les différents processus impliqués dans la mise en place des cartes de pointage

L'Acheminement vers la mise en œuvre : Le plan de mise en œuvre, la cartographie des ressources et le suivi

Il faut continuellement revoir l'abonnement des plateformes pays, afin de s'assurer qu'il est pertinent. L'approche de l'engagement va également varier pendant la mise en œuvre. Cependant, comme il n'y a pas de données suffisantes pour suivre le changement des réformes, surtout pendant la première année, il est important de l'utiliser comme une période de plaidoyer afin d'assurer un engagement continu, et le programme de cartographie pour renforcer l'alignement autour des priorités convenues. Par conséquent, l'élaboration des plans de mise en œuvre est critique.

- Le plan de mise en œuvre : Les participants ont demandé des exemples qui illustrent comment élaborer un plan de mise en œuvre. Le plan de mise en œuvre permet d'évaluer ce qui a été accompli pendant l'année précédente et identifie les problèmes en attente, éclairant également pourquoi certains problèmes sont en suspens. Les problèmes en attente, si toujours pertinents, peuvent être mis en place dans la nouvelle année comme des buts à court terme. Le plan doit clairement indiquer qui dirige chaque activité, la date de complétion prévue et si possible, les sources de financement.
 - Plusieurs processus sont en cours mais souvent, il n'y a pas de lien entre eux. Le point de départ peut examiner ce qui est en cours et de les joindre afin de démontrer comment ils sont liés aux vastes objectifs dans le dossier d'investissement.
- L'examen de l'économie politique : sachant ce qui est faisable politiquement est important car il aide à créer une plateforme pour un engagement soutenu. Il est aussi important d'assurer un plaidoyer continu, y compris les domaines critiques mais sensibles sur le plan politique ; Ceci renforce davantage l'implication des organisations de la société civile dans le processus.
- La cartographie des ressources est un domaine clé qui soutient l'engagement du plateforme pays. Le processus généralement exige beaucoup de plaidoyer, surtout pour les pays qui l'entament pour la première fois. De plus, il va également servir de base pour l'examen des problèmes liés au financement des priorités convenues pour la plateforme : comment combler le fossé des ressources (s'il en existe) et assurer l'alignement des ressources disponibles. Pendant le déclenchement de l'élan autour du processus, il peut plus tard se transformer au suivi du budget.
 - En Tanzanie, le processus de cartographie des ressources (CR) est lié aux comptes nationaux de santé (NHA) qui examine aussi les dépenses ; donc, ceci était possible en Tanzanie car le NHA est effectué annuellement, donc il est possible de lier le CR et le suivi des ressources.



Collaboration avec le Secteur Privé

Il est important de noter que la contribution du secteur privé aux résultats est multidimensionnelle. La capacité d'innovation est un domaine que le secteur privé peut apporter pendant la mise en œuvre. Dans certains pays, la sous-traitance des prestations de services faisait partie du processus d'engagement : prenons l'exemple du soutien de l'USAID au Pakistan. Les pays peuvent être soutenus par le secrétariat, à travers une évaluation compréhensive du secteur privé : la taille du marché et ce qui va intéresser le secteur privé.

Les directives de mise en œuvre se trouvent ici :

https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-Country-Implementation-Guidelines-En.pdf